

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**RAPPORT N° 53**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

**REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 10 Février 2017**

**SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL**

**RAPPORTEUR(S) : MME MARINE PUSTORINO**

---

**OBJET**

Action "Santé Mentale": convention liant le Département des Bouches-du-Rhône et le Centre Hospitalier Valvert

---

**Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction de l'insertion  
0413319866**

## **PRESENTATION**

Depuis le 1er décembre 2008, le Département est chef de file de la politique publique d'insertion et, à ce titre, il a en charge l'insertion sociale et professionnelle.

La loi précise que le bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et/ou professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique, si et seulement si, il est titulaire d'un contrat d'engagement réciproque (CER).

La demande présentée dans le rapport ressort de cette politique obligatoire. Elle est portée par un Centre Hospitalier.

L'action relève de l'accompagnement social.

Les personnes relevant de cet accompagnement social sont des bénéficiaires rencontrant des difficultés faisant obstacle à toute démarche d'insertion sociale et professionnelle, telles que des problèmes de santé par exemple.

Le Conseil départemental a inscrit le présent dispositif dans son Programme Départemental d'Insertion (PDI). Ce document définit sa politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins et l'offre locale, et en planifie les actions.

Pour toutes ces actions la collectivité a convenu de financer en participant pour la première partie aux dépenses de structure et pour la seconde partie aux résultats obtenus, selon l'action. En aucun cas il ne s'agit de subvention de fonctionnement dudit Centre Hospitalier.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le dispositif d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale.

## **CONTEXTE**

La collectivité dispose d'une convention relative à l'accès aux soins des BRSA dans le domaine de la santé mentale avec 6 établissements hospitaliers au total, assurant une couverture quasi intégrale du territoire.

4 actions ont déjà été financées par la collectivité : l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (APHM), le Centre Hospitalier Edouard Toulouse, le Centre Hospitalier d'Arles (Délibérations n°125, 127 et 128 de la Commission Permanente du 27 mai 2016) et le Centre Hospitalier de Montperrin (Délibération n° 204 Commission Permanente du 16 décembre 2016).

Cette action permet l'accès aux soins des publics Bénéficiaires du RSA confrontés à des difficultés d'ordre psychiatrique afin de les amener à une prise en charge thérapeutique. A cet égard, les professionnels de santé mentale, mis à disposition par ces Centres Hospitaliers (psychologue et infirmier psychiatrique principalement, psychiatre en complément sur certaines actions) assurent les missions suivantes :

- accueil des personnes orientées par les médecins de pôles d'insertion et les travailleurs sociaux ;
- évaluation des situations sanitaires ;
- accompagnement des patients jusqu'à la prise en charge psychiatrique dans le droit commun (services publics tels que les Centres Médico-Psychologiques ou médecine libérale).

## OBJET DU RAPPORT

Il s'agit de :

- renouveler l'action d'accès aux soins des Bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le domaine de la santé mentale, portée par le Centre Hospitalier Valvert. Celle-ci se déroule sur les 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille et sur les communes d'Aubagne et de la Ciotat ;
- renforcer le positionnement de cette action dans l'offre d'insertion du Département.

**Le bilan 2015-2016 de l'action (période du 01/01/2015 au 31/03/2016) atteste les éléments suivants :**

Il convient de noter que le psychologue n'est pas intervenu pour Aubagne / La Ciotat durant toute la période du 01 janvier 2015 au 31 mars 2016 (en effet le psychologue du secteur n'a pas été remplacé suite à son départ en retraite intervenu au 31 décembre 2014).

Par ailleurs, l'organisme CH Valvert n'ayant pas déposé le dossier de renouvellement de financement de l'action dans les temps, il n'a pas été financé par le Conseil Départemental pour la période du 01 avril 2016 au 31 décembre 2016.

Malgré cela, un psychologue a été recruté en date du 01 avril 2016 et a assuré la continuité de l'action sur les 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille, à raison d'une vacation d'une demi-journée par semaine sur le 11<sup>ème</sup> arrondissement et d'une vacation d'une demi-journée par semaine sur le 12<sup>ème</sup> arrondissement.

L'organisme s'est également engagé à recruter un psychologue pour 0,2 ETP afin d'assurer une vacation par semaine sur le secteur de la Ciotat et une vacation par semaine sur le secteur d'Aubagne.

### Pour les vacances tenues dans le 11ème arrondissement de Marseille

:

Au total 65 rendez-vous ont été fixés (42 BRSA ont été reçus en entretiens individuels et 23 ont été absents). Il y a eu 44 situations cliniques évoquées en individuel avec les travailleurs sociaux et 15 séances de groupes de paroles ont été animées avec 5 à 11 participants par groupe.

Les vacances réalisées dans le 11<sup>o</sup> arrondissement ont pris fin en fin septembre 2015, faute de remplacement du psychologue qui est parti à la retraite.

### Pour les vacances tenues dans le 12ème arrondissement de Marseille :

Au total 63 rendez-vous ont été fixés (36 BRSA ont été reçus en entretiens individuels et 27 ont été absents). Il y a eu 73 situations cliniques évoquées en individuel avec les travailleurs sociaux et 16 séances de groupes de paroles ont été animées avec 6 à 9 participants.

Le psychologue a également animé 10 groupes de réflexion et d'échange de pratique autour de la santé mentale avec les référents sociaux du secteur.

Par conséquent, il est proposé de renouveler cette action du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

## PROPOSITIONS ET FINANCEMENT

Il est proposé de renouveler pour l'année 2017 l'action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale en faveur des BRSA, selon les propositions énoncées dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Période prévisionnelle	Territoire des PI	Personnel mis à disposition et nombre de vacations par semaine	Montant de l'aide du Département 2017  Cofinancement  Subvention accordée l'année précédente	Dossier Réunion CTD  N° INS
<p><b>Centre Hospitalier Valvert</b></p> <p><u>Adresse</u> : 78, Boulevard des Libérateurs 13011 MARSEILLE</p> <p><u>Présidente</u> : Madame Sylvie CARREGA</p>	<p>Du 01/01/2017</p> <p>Au 31/12/2017</p>	<p>Pôle d'insertion 3 (Marseille 11<sup>ème</sup> 12<sup>ème</sup> arrondissements principalement) et Pôle 8 (Aubagne-la Ciotat)</p>	<p>0.4 ETP soit 4 vacations par semaine</p>	<p><b>15.500,00 €</b></p> <p><u>Montant financé en 2015/2016</u> : 8.500,00€</p>	<p><b>2016.11.201</b></p> <p>CTD 09/12/2016</p> <p>Pas de GSU</p> <p>Renouvellement de la convention 2015/2016</p>

Le budget prévisionnel est arrêté à 15.500,00 € correspondant exclusivement aux dépenses de personnel de psychologues affectés à l'action, pour un total de 0.4 ETP.

La participation de la collectivité proposée pour 2017 correspond au coût total de l'action, le Centre hospitalier Valvert n'étant plus en mesure pour des raisons financières et compte tenu du recentrage des missions réglementaires de financer sur ses fonds propres une partie de l'action

En dehors de cette action, le personnel est mobilisé par le Centre Hospitalier sur des dispositifs en lien avec la santé mentale des bénéficiaires du RSA, ce qui permet de créer des passerelles très utiles pour le public.

Cette dépense d'un montant total de 15.500,00 € sera imputée sur le chapitre 017 du budget départemental 2017.

## CONCLUSION

Au bénéfice des considérations qui précèdent, et sur proposition de Madame la Déléguée à l'Insertion sociale et professionnelle, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

Signé  
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL



Direction de l'Insertion  
Service du Budget, des Conventions et des Marchés Publics  
☎ : 04.13.31.98.66

---

**Organisme : CENTRE HOSPITALIER VALVERT**

**N° Dossier : 2016.11/201**

**Pôles d'Insertion : Pôle 3 (11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements principalement) et Pôle 8 ( Aubagne-la Ciotat)**

**Intitulé de l'action: Action santé mentale**

**Renouvellement**

**Programme : 16017- opération : 1007148**

---

## **CONVENTION**

### **Entre**

**Le Département des Bouches-du-Rhône**, représenté par sa Présidente Madame Martine VASSAL, autorisée à signer la présente convention par délibération n° ..... de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 10 février 2017;

ci-après désigné **le Département**,

**et**

### **Le Centre Hospitalier Valvert**

Adresse : 78, Boulevard des Libérateurs 13001 MARSEILLE

Représentée par Madame Sylvie CARREGA ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Présidente;

ci-après désignée **l'Organisme**,

*Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code du Patrimoine ;*

*Vu la délibération n°1 du Conseil Départemental des Bouches-du Rhône en date du 10 avril 2014, relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion (PDI)*

*Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du 10 février 2017 décidant d'accorder une subvention pour la réalisation de cette action ;*

## **Préambule**

L'action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale, initiée et conçue par l'Organisme conformément à son objet social, revêt un intérêt départemental. Ce projet a été retenu par les services du Département pour être intégré à l'offre départementale d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA socle.

Il s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion (PDI) axe 2 « proposer une offre adaptée aux besoins des publics », orientation 2 « améliorer la pertinence de l'offre d'insertion », sous action 3 « intervention auprès d'un public ayant une problématique de santé faisant obstacle à d'autre démarche d'insertion ».

A ce titre, cette action fait l'objet de la présente convention liant le Département et l'Organisme et fixant ses modalités de mise en œuvre.

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

Par délibération susvisée de la Commission Permanente, le Département a octroyé une subvention de fonctionnement à l'organisme pour la réalisation de l'action d'accès aux soins dans le domaine de la santé mentale qui se déroule sur les 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille et sur les communes d'Aubagne et de la Ciotat ;

Par la présente convention, l'Organisme s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ledit projet.

Cette convention s'inscrit dans une démarche d'articulation entre les services sociaux et les services de santé mentale.

L'établissement s'engage à :

- 1) **Accueillir et orienter un public en précarité** : il s'agit d'expliquer la démarche de prise en charge psychologique, de dédramatiser cette prise en charge médicale et de prévenir, le cas échéant, les troubles psychiatriques ou leur aggravation. *Suite à l'entretien clinique, le professionnel peut orienter la personne vers une prise en charge adaptée ;*
- 2) **Intervenir auprès des intervenants du dispositif d'insertion** dans l'objectif de leur apporter un appui technique dans l'accompagnement des BRSA particulièrement fragilisés et en souffrance.

Cette subvention étant accordée spécifiquement pour cette action, la présente convention a pour objet d'en préciser les conditions d'utilisation, les modalités de versement ainsi que, le cas échéant, de remboursement.

## **Article 2 : Modalités de l'action**

L'établissement met à disposition de l'action 0.4 ETP de personnel spécialisé correspondant à 4 vacations d'une demi-journée par semaine (hors période de congés) soit :

- une demi-journée de vacation sur le 11<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille ;
- une demi-journée de vacation sur le 12<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille ;
- deux demi-journées de vacation sur Aubagne / La Ciotat.

Les demi-journées d'intervention comprennent les entretiens individuels avec le public, les groupes de parole avec le public (ou intervention dans des actions collectives) ainsi que les interventions auprès des professionnels du secteur social (analyse de pratique, réunion thématique,...) et le temps de traitement administratif et de préparation.

Dans cet objectif, l'établissement met à sa disposition le personnel spécialisé :

- Psychologue : 2 intervenants.

### **Article 3 : Obligations de l'Organisme chargé de l'action**

L'Organisme est tenu à une obligation de moyens.

L'Organisme est tenu :

- De mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues ;
- D'autoriser le contrôle de l'action dont il a la charge par les agents du Département habilités, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs ;
- De ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres Organismes, sociétés, collectivités privées ou œuvre et ce, conformément à l'article L.1611-4 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- De ne communiquer à aucun tiers un quelconque document et/ou renseignement concernant le bénéficiaire sinon pour l'exécution de la présente convention. Il ne recueillera ni ne conservera d'informations nominatives sur le bénéficiaire (du RSA) autres que celles nécessaires à la réalisation de l'action et ne les utilisera et conservera que pour les finalités légitimes ;
- De respecter les règles applicables en matière de conservation et d'archivage des documents papiers et des documents électroniques, produits ou obtenus dans le cadre des missions qui lui sont confiées, de manière conventionnelle, par le Département, conformément au Code du Patrimoine (articles L.211-1 et 211-4, L.213-3, article 16 du décret n° 79-1037 du 03/12/1979 modifié) ;
- De faire apparaître le soutien du Département des Bouches-du-Rhône au projet, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels, et d'apposer le logo du Conseil Départemental sur tout support graphique et équipement ;
- De respecter la réglementation relative aux traitements de données personnelles (CNIL).

### **Article 4 : Moyens de l'Organisme affectés à l'action**

L'Organisme s'engage à mettre à disposition les moyens ci-après :



**Article 4- 2 : Moyens Logistiques**

**Locaux :**

adresse :

.....  
.....  
.....  
.....

superficie :

.....  
.....  
.....

**Article 4 -3 : Autres moyens matériels**

.....  
.....  
.....  
.....

**Article 5 : Modalités de suivi et d'évaluation de l'action**

**Article 5-1: Pour le suivi de l'action**

L'Organisme s'engage à :

- Transmettre au médecin du pôle d'insertion et aux référents sociaux concernés les éléments relatifs à la problématique santé des bénéficiaires utiles au suivi de parcours de la personne. Le médecin du Pôle d'Insertion pourra être si nécessaire le relais auprès des référents de parcours ;
- Mettre en place un comité de pilotage qui se réunira à minima, une fois durant l'action (avant le renouvellement de la subvention) et qui rassemblera pour le Département les directeurs ainsi que le médecin du pôle d'insertion concernés et

pour le Centre hospitalier les intervenants de l'action, ainsi qu'un représentant administratif.

Le comité de pilotage s'assure de la mise en œuvre de l'action et présente les éléments de bilan, intermédiaires ou finaux, en sa possession.

Il a vocation à apprécier la mise en œuvre de l'action pour améliorer les conditions de sa réalisation, notamment en ce qui concerne les lieux et les modalités d'intervention.

### **Article 5-2 : Pour l'évaluation de l'action**

L'Organisme s'engage à :

- Utiliser tout support fourni par le Département en respectant les règles d'utilisation et les délais fixés par le celui-ci ;
- Transmettre au Pôle d'Insertion référent et au Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats à l'adresse suivante :

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
Direction de l'Insertion  
Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats  
4 Quai d'Arenc  
CS70095 13304 Marseille cedex 02

dans un délai maximum de trois mois à l'issue de la période conventionnée :

- ✓ un bilan financier succinct (recettes perçues et dépenses effectuées aux titres des actions prévues) ;
- ✓ un rapport sur la réalisation de l'action, faisant apparaître une évaluation globale quantitative et qualitative du projet, assortie d'une analyse des résultats.

Ce bilan devra notamment être une synthèse des fiches d'intervention à compléter à chaque vacation et comprenant les éléments suivants :

Nom de l'intervenant / Date vacation / Lieu d'intervention :

- Entretiens cliniques – Nombre de personnes reçues ;
- Groupe de parole avec le public (ou intervention en action collective) – Nombre de personnes présentes ;
- Réunion ou groupe de parole avec des référents ou des professionnels du travail social – Nombre de personnes présentes ;
- Intervention à domicile ;
- Traitement administratif ;
- Autres – à préciser.

Ce bilan précisera le nombre total de vacations réalisées sur la base des fiches d'intervention.

### **Article 5-3 : Pour la justification de l'utilisation de la subvention**

L'Organisme fournira les justificatifs de l'utilisation de la subvention :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu ainsi que de tous les documents faisant connaître les résultats de son activité (article L611-4 alinéa 1 du CGCT). Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) devront être conformes au plan comptable des associations ;

Pour les associations soumises aux obligations de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan, compte de résultat et annexes doivent être certifiés par un commissaire aux comptes dans les trois mois suivants leur approbation à la Direction des Journaux Officiels, en vue de leur mise en ligne sur son site internet afin d'être rendus publics ;

Pour les associations non soumises aux dispositions de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan et les comptes doivent être établis par un expert-comptable ;

- un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier est déposé, dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée (article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000), auprès du Département à l'adresse suivante :

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
Direction de l'Insertion  
Service du Budget des Conventions et des Marchés Publics  
4, quai d'Arenc  
CS70095  
13304 Marseille Cedex 2

En cas de modification dans ses statuts ou dans ses organes, l'association, soit communique sans délai au Département la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 6 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de la déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Associations (RNA).

En outre, l'association doit fournir au Département la copie des pièces relatives à tout changement domiciliaire bancaire.

### **Article 6: Promotion de l'égalité femmes/hommes**

En application des objectifs de la charte de l'égalité femmes/hommes dont il est signataire, le Département souhaite que les informations du rapport mentionné à l'article 5-2 fassent apparaître le genre. L'Organisme s'engage à diffuser et promouvoir une culture d'égalité femmes/hommes au sein de sa structure et dans la réalisation de ses missions et à sensibiliser et/ou former ses salariés sur ce sujet.

**Article 7 : Montant et financement de l'action**

Le Département s'engage à verser à l'Organisme une subvention d'un montant de **15.500,00€** Ce versement s'effectuera en 2 fois :

- **50 %**, soit **7.750,00€** demandés par l'Organisme après notification de la convention signée ;
- **le solde, soit 7.750,00 €** à l'issue de l'action, sur présentation par l'Organisme du document 2 visé dans l'article 5 en deux exemplaires papier.

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la totalité du solde de la subvention, ou de demander le reversement de tout ou partie de la subvention si celle-ci n'a pas été totalement employée ou n'est pas totalement nécessaire au regard du descriptif de l'action et des objectifs précités dans les articles 1 et 2.

L'engagement des crédits du Département ne préjuge pas de sa décision éventuelle d'accepter la valorisation de sa dépense dans le cadre des aides de la communauté européenne.

Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire ou postal dans les délais imposés par les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de versement de la première fraction et du solde de la subvention en 3 exemplaires et un bilan final sont à envoyer à l'adresse suivante :

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
Direction de l'Insertion  
Service du Budget, des Conventions et des Marchés publics  
4 Quai d'Arenc  
CS70095

13304 Marseille Cedex 02

**Désignation du bénéficiaire du règlement (joindre obligatoirement un RIB) :**

<u>nom de la banque et domiciliation :</u>			
code banque (5 chiffres)	code guichet (5 chiffres)	n° de compte (11 chiffres, indiquez les zéros)	clé (2 chiffres)

N° SIRET (14 chiffres) ou SIREN (9 chiffres) : .....

Il est bien précisé que le ou les règlements s'effectueront sur présentation d'une demande de paiement de la subvention en trois exemplaires dont un original, uniquement après notification de la convention à l'Organisme. Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire (ni chèque ni mandat) dans les délais indispensables aux contrôles nécessités par les règles de la comptabilité publique.

Chacune des pièces mentionnées à l'article 5 devra **impérativement** être produite pour permettre d'attester la réalité de l'action fournie avant de déclencher le versement du solde de la convention.

Ces pièces ne seront toutefois pas transmises à la paierie départementale pour des raisons de confidentialité.

### **Article 8 : Sanctions**

En cas d'inexécution par l'association des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où l'association n'aurait pas réalisé l'action prévue en objet dans les délais impartis, le Département ne versera pas le solde de la subvention et pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées à ce titre.

Le Département en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après examen des justificatifs et observations éventuellement présentés par l'association.

### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'association fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

### **Article 10 : Modification de la Convention**

Toute modification du contenu de la présente convention sera approuvée par la Commission Permanente du Conseil Départemental et fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

### **Article 11 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de **12 mois** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017**.

La date prévisionnelle peut être reportée à la demande de l'Organisme dans la limite maximale d'un an, pour tenir compte d'éventuels obstacles à la réalisation de l'action aux dates initialement prévues. Dans le cas où une date de démarrage ne peut être

arrêtée au moment de l'établissement de la convention, c'est la date de notification de la convention qui est prise en compte ; dans ce cas l'action doit se dérouler dans la période maximum d'un an suivant cette date.

### **Article 12: Responsabilités**

Les activités de l'Organisme sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celui-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité. La responsabilité du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ne pourra pas être recherchée.

### **Article 13 : Litiges et contentieux**

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

**Date :**

**Signatures :**

**Pour l'Organisme**  
Le Directeur Général  
(avec tampon de l'Organisme)

**Pour le Département**  
La Vice-Présidente du Conseil Départemental

Monsieur/Madame.....

Madame Marine PUSTORINO